madagascar-tribune.com

Officialisé sous peu selon la ministre de l'Education nationale - Madagascar-Tribune.com

Fanambinantsoa

3 minutes

Finalement, les usagers et habitués des réseaux sociaux et les parents et enseignants de la région Analamanga ont eu raison des gouvernants. Comme d'habitude, et comme pour contredire le président de la Haute cour constitutionnelle qui avait déclaré urbi et orbi qu'Antananarivo n'est pas Madagascar, Antananarivo aura eu le dernier mot sur tous les autres à propos du calendrier scolaire. Marie Thérèse Volahaingo, ministre de l'Education nationale et de l'Enseignement technique et professionnel a confirmé ce 5 août 2019 que le gouvernement va officialiser la semaine courante le retour à l'ancien calendrier scolaire. La ministre n'a pas précisé la date exacte de la rentrée ni la fin de l'année scolaire. Elle a tout juste indiqué le mois d'octobre et le mois de juillet. Elle a toutefois averti ou rassuré les parents d'élèves pour qu'ils se préparent à cette échéance.

Vraisemblablement, cette rentrée scolaire officielle ne peut intervenir que la dernière semaine du mois d'octobre sachant que les examens du baccalauréat se dérouleront le mois de septembre. Les enseignants et les personnels d'appui, et les élèves aussi doivent bien profiter de quelques semaines de vacances avant de reprendre le chemin des écoles. Mais on ne peut non plus ignorer que les parents -agents de l'Etat ou salariés du secteur privé ne touchent leurs avances ou leur paie qu'après le 15 ou le 20 du mois. Quant aux autres catégories de parents d'élèves, les ruraux et les autres non salariés mais travaillant pour leur propre compte, ils peuvent toujours se débrouiller et ils se sont toujours acclimaté et habitué qu'il pleuve ou qu'il y vente ou qu'il « canicule ». D'ailleurs ils n'ont pas, contrairement aux parents salariés ou fonctionnaires des grandes villes, une vision pour des études

supérieures à l'étranger – en France ou à « andafy » de leur progéniture à la fin de leur scolarité. Dès lors que le calendrier scolaire est décidé d'en-haut, les ruraux s'y soumettent et s'échinent autant que possible à ce que leurs enfants aillent à l'école, apprennent à lire et à écrire, puis travaillent par la suite pour subvenir aux besoins du ménage. Quand ces enfants manifestent des souhaits de poursuivre des études, leurs parents les soutiennent de leur mieux pour obtenir non pas le CEPE, mais le BEPC ou le Bacc ; le CEPE n'a plus sa valeur d'antan, même les sociétés de gardiennage ou les Asiatiques ne les considèrent pas.